

UNITED NATIONS
GUINÉE



RAPPORT ANNUEL DE RESULTATS 2023

Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD 2018 - 2023)

RAPPORT ANNUEL DE RESULTATS 2023

Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide
au Développement (PNUAD 2018 - 2023)

TABLE DE MATIERE

| | |
|---|-------|
| Avant-propos | P. 05 |
| L'Équipe Pays des Nations Unies En Guinée | P. 06 |
| Les principaux partenaires au développement | P. 07 |
| 1. Principaux axes de développement au niveau national et régional | P. 09 |
| 2. Appui du Système des Nations Unies pour la réalisation des priorités nationales | P. 12 |
| 2.1. Analyse des résultats | P. 11 |
| 2.2. Priorités, réalisations et produits | P. 12 |
| 2.2.1. Promotion de la Bonne Gouvernance et État de Droit | P. 13 |
| 2.2.2. Sécurité alimentaire, nutrition et gestion durable du capital naturel | P. 17 |
| 2.2.3. Services sociaux : Santé, Éducation, Eau-hygiène et Assainissement | P. 21 |
| 2.2.4. Autonomisation socio-économique des femmes, des jeunes, des migrants retournés et des personnes vivant avec handicap | P. 27 |
| 2.3. Appui aux partenariats et financement de l'agenda 2030 | P. 31 |
| 2.4. Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies | P. 32 |
| 2.5. Évaluation et leçons tirées | P. 33 |
| 2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources | P. 34 |
| 2.7. Priorités de l'Équipe de Pays des Nations Unies pour l'année à venir | P. 36 |
| Liste des acronymes | P. 37 |

AVANT PROPOS

En 2023, le Système des Nations Unies en République de Guinée se rejouit de boucler la dernière année de mise en œuvre du Plan Cadre d'assistance des Nations Unies au Développement (PNUAD 2018 - 2023),

A travers ce rapport annuel 2023, l'équipe pays des Nations Unies en République de Guinée se réjouit de partager ses réalisations majeures sur les douze derniers mois du cycle de vie du PNUAD. En plus de conduire un travail constant et profond à travers le processus de planification du nouveau cadre de coopération, le Système de développement des Nations Unies a réalisé des performances substantielles, en appui au Gouvernement, pour soutenir les priorités de développement durant la transition, tout en gardant la cadence de l'accélération des progrès pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable, à l'horizon 2030.

En 2023, les Nations Unies, en adéquation avec le principe « uni dans l'action » et l'approche « Ne Laisser personne de côté », ont contribué, d'une part, à la consolidation de la paix et au développement durable en Guinée, y compris dans les zones frontalières Guinée-Mali, Guinée-Côte d'Ivoire et la zone du bec du perroquet (Guinée – Sierra Léone - Libéria), en renforçant les institutions nationales, en promouvant la parité et la gouvernance inclusive, et en améliorant la sécurité et la résilience des populations.

Également, en matière de sécurité alimentaire et nutrition, le SNU a contribué à l'amélioration des conditions de vie des communautés, avec une attention particulière en faveur des jeunes, des femmes, des filles et des personnes vivant avec un handicap. De nombreuses initiatives se sont focalisées sur le renforcement de la gestion durable de l'environnement et l'accroissement de la résilience aux changements climatiques et aux catastrophes.

D'autre part, en travaillant avec ses partenaires, l'Équipe pays a poursuivi ses efforts conjoints visant à faire de la Guinée un pays où tous les citoyens ont accès à des services sociaux de qualité et à un avenir meilleur, en particulier pour les plus vulnérables. Des actions concrètes ont été menées pour renforcer les capacités des agents de santé, sensibiliser les jeunes filles à leurs droits et améliorer la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité.

En outre, le rôle crucial du SNU dans l'autonomisation socio-économique des populations vulnérables en Guinée a été central, notamment pour renforcer les capacités des institutions nationales, du secteur privé et des collectivités locales à mettre en œuvre des politiques et programmes inclusifs en faveur de l'emploi productif et de l'entrepreneuriat, développer des activités en faveur de l'indépendance financière des populations vulnérables à même de contribuer à l'économie locale, y compris les approches à Haute Intensité de Main d'œuvre.

Ces réalisations concrètes des 24 agences, fonds et programmes des Nations Unies en Guinée, avec l'appui des partenaires au développement, concourent à la construction d'une Guinée plus inclusive et prospère, où chaque individu, homme ou femme, jeune ou migrant, a la possibilité de réaliser son plein potentiel, dans le respect de tous les droits.

Le choc socio-économique qui a secoué la Guinée, à travers l'incendie du dépôt de la centrale des hydrocarbures de Kaloum, en fin d'année, a occasionné malheureusement de lourdes pertes en vie humaine et des dégâts matériels importants. Face à ces épreuves, le Système des Nations Unies s'est rapidement mobilisé pour partager sa solidarité avec la population guinéenne, réactiver le mécanisme de coordination d'urgences humanitaires, et apporter un appui consistant, diversifié et coordonné, en réponse aux besoins multidimensionnels du Gouvernement guinéen en faveur des populations sinistrées.

Ce rapport du PNUAD retrace les grandes lignes des réalisations conjointes du Système de Développement des Nations Unies, autour de 4 axes prioritaires : (1) Gouvernance, réforme des institutions et droits de l'Homme, (2) Cadre macroéconomique et financier, (3) Services sociaux de base et (4) Résilience et relèvement socio-économique, dont le financement en 2023 a atteint 63 millions de dollars américains. Je remercie tous nos partenaires, dont le soutien est crucial.

L'engagement des Nations Unies en Guinée est un engagement à long terme qui se poursuivra en 2024 à travers le nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable des Nations Unies.

SUIVEZ LA VIDEO SUR LES RESULTATS 2023



<https://youtu.be/etnINccU89w>

Dr Gualbert GBEHOUNOU,
*Coordonnateur Résident a.i
des Nations Unies*

L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES EN GUINÉE

L'équipe pays des Nations Unies en Guinée est composée de tous les chefs d'agences, fonds et programmes des Nations Unies qui interviennent en Guinée, à travers 24 entités, dont 19 résidentes et 5 non-résidentes qui mettent en œuvre conjointement le PNUAD. En 2023, l'OIT et l'UNODC ont renforcé leur présence en Guinée, avec le lancement de nouveaux projets et la constitution d'une équipe locale de coordination. Parmi les entités des Nations Unies, on note la présence des institutions financières internationales dont la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international



LES AGENCES, FONDS ET PROGRAMMES RESIDENTS



INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES (RESIDENTES)



AGENCES NON-RÉSIDENTES



La famille des Nations Unies en Guinée travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement et les partenaires pour mettre en œuvre ses interventions en faveur du développement durable, à travers les 5 leviers des Objectifs de Développement Durable, à savoir la population, la prospérité, la planète, le partenariat et la paix

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

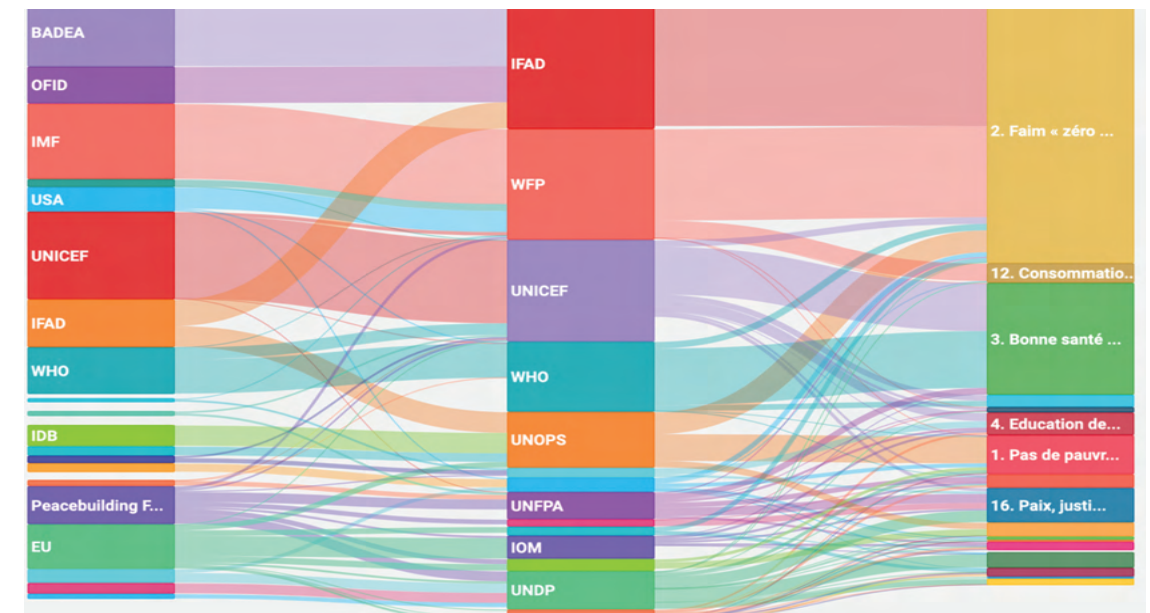
L'équipe de pays des Nations Unies travaille avec plusieurs partenaires au développement dont le rôle est primordial pour assurer un meilleur succès aux diverses interventions en faveur du développement durable en Guinée. Ces partenaires nationaux, régionaux et internationaux aident efficacement le SNU à faire progresser l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable en République de Guinée.

MINISTERES ET INSTITUTIONS NATIONALES

- Primate
- Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
- Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Étranger
- Ministères sectoriels (Justice et Droits de l'Homme, Défense Nationale, Administration du Territoire et Décentralisation, Sécurité et Protection Civile, Economie et Finances Travail et Fonction Publique, Environnement et Développement Durable, Agriculture et Elevage, Mines et Géologie, Postes, Télécommunications et Economie Numérique, Urbanisme, Habitat et Aménagement du Territoire, Pêche et Economie Maritime, Industrie, Commerce et Petites et Moyennes Entreprises (PME), Enseignement Supérieur, Recherche Scientifique et Innovation, Enseignement Pré-Universitaire et Alphabétisation, Enseignement Technique, Formation Professionnelle et Emploi, Santé et Hygiène Publique, Information et Communication, Jeunesse et Sports, Promotion Féminine, Enfance et Personnes Vulnérables, Culture, Tourisme et Artisanat)
- Conseil National de la Transition
- Banque Centrale

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- Fonds monétaire international (FMI)
- Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)
- Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)
- Agence américaine pour le développement international (USAID)
- Banque islamique de développement (BID)
- Union européenne (UE)
- Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
- Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
- Banque mondiale
- Fonds vert pour le climat (GCF)
- Agence française de développement (AFD)
- Fonds français Muskoka
- Agence suédoise de développement international
- Gouvernement de la France
- Fondation Bill & Melinda Gates
- Gouvernement de l'Allemagne
- Partenariat mondial pour l'éducation (PME)
- Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal (FMPM)
- Ecobank
- Banque africaine de développement (BAD)



Les principaux partenaires financiers par contribution financière et les agences d'exécution autour des ODD



1 PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET REGIONAL

1 PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL ET REGIONAL

En 2023, la croissance du PIB de la République de Guinée était estimée à 5,5 % en 2023 et pour 2024, elle sera à 5,6 %, stimulée principalement par l'augmentation de la production minière. Le pays reste résilient face aux chocs économiques mondiaux grâce au secteur minier.

Le gouvernement de transition a engagé une transformation fondamentale, à travers la mise en place du Programme de Référence Intérimaire (PRI) 2022-2025 qui soutient la refondation des institutions et une transformation structurelle du pays. Les instruments clés du PRI incluent le Plan de Relance Conjoncturelle (PRE) et la Politique Nationale de Développement Industriel (PNDIG) 2022-2040. Il articule sa stratégie d'intervention autour des cinq (5) axes de la feuille de route du Gouvernement, à savoir : (i) rectification institutionnelle ; (ii) cadre macroéconomique et financier ; (iii) cadre légal et gouvernance ; (iv) action sociale, emploi et employabilité ; (v) infrastructures, connectivité et assainissement.

On note, cependant des défis essentiels pour le développement de la Guinée, dont on peut énumérer, entre autres :

- o La dépendance à l'industrie extractive avec peu de création d'emplois et de valeur ajoutée ;

- o L'insuffisance des infrastructures, notamment en transport et en électricité ;

- o Le manque d'orientation stratégique et de collaboration entre le secteur privé et l'État ;

- o Et l'instabilité politique.

En termes d'opportunités, on peut identifier les éléments suivants, non exhaustifs :

- o La diversification de l'économie et le développement d'une industrie de transformation ;

- o L'amélioration du capital humain et des compétences ;

- o L'accroissement de la participation aux accords commerciaux régionaux et continentaux.

- o Un marché de 1,2 milliard de consommateurs grâce à la CEDEAO et à la ZLECAf.

Dans ce cadre le SNU appui la Guinée à exploiter son plein potentiel pour une croissance économique et un développement socio-économique durables. La transformation structurelle du pays est essentielle pour réduire la dépendance à l'industrie extractive et créer des emplois décents. Le gouvernement de transition a pris des initiatives importantes pour relever ces défis, mais il est important de maintenir la stabilité politique et de renforcer la collaboration entre tous les acteurs du développement.

Les interventions du SNU se sont focalisées en 2023 sur les 4 axes stratégiques suivants :

- o La promotion de la bonne gouvernance et l'État de Droit ;

- o La sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la gestion durable

de l'environnement ;

- o Les services sociaux de base notamment la santé et l'éducation, et enfin ;

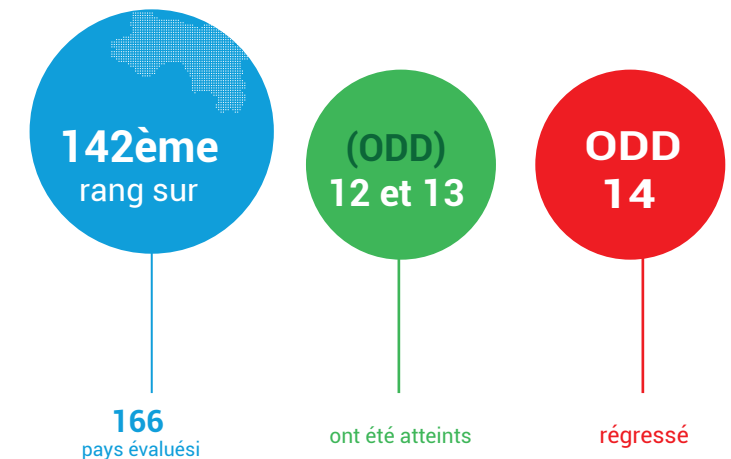
- o L'autonomisation économique des jeunes, des femmes, des personnes vivant avec handicap et des migrants retournés.

Les appuis conjoints ont soutenu le Gouvernement guinéen pour accélérer la réalisation les 17 Objectifs de Développement Durable, à l'horizon 2030, dont le tableau de bord 2023 des tendances se présente comme suit



En 2023, la République de Guinée a obtenu un score de 54,9 sur 100, la classant au 142ème rang sur 166 pays évalués. Seuls les objectifs de développement durable (ODD) 12 et 13 ont été atteints, tandis que les progrès sont modérés pour les ODD 1, 4 et 17, et les autres font face à des défis persistants, significatifs ou majeurs, notamment, l'ODD 14 qui a régressé depuis l'adoption des 17 objectifs.

Le gouvernement s'engage à améliorer la réalisation des ODD et présentera son 2ème Rapport National Volontaire en 2024.








2 APPUI DU SYSTEME DES NATIONS UNIES POUR LA REALISATION DES PRIORITES NATIONALES

2.1 ANALYSE DES RÉSULTATS

En 2023, sous le leadership respectif du Coordonnateur Résident ad interim des Nations Unies en République de Guinée, et grâce à une collaboration fructueuse avec le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale qui assure le vis-à-vis du SNU pour le Gouvernement, l'équipe pays a mené des interventions conjointes à fort impact pour les communautés, conformément à l'approche « Uni dans l'action ». Aussi, l'opérationnalisation des Plans de Travail Conjoints (PTC) a été conduite sous la coordination de l'Équipe de Gestion des Programmes, structurée autour des 4 axes stratégiques du PNUAD suivants :

| | | | |
|---|---|---|---|
|  |  |  |  |
| La promotion de la bonne gouvernance et l'État de Droit ; | La sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la gestion durable de l'environnement ; | Les services sociaux de base notamment la santé et l'éducation, | L'autonomisation économique des jeunes, des femmes, des personnes vivant avec handicap et des migrants retournés. |

Les programmes innovants déployés dans toutes les régions de la Guinée, y compris les zones les plus reculées et vulnérables, répondent aux priorités nationales de développement établies par le Programme de Référence Intérimaire. Toutes les interventions du Système des Nations Unies en Guinée sont guidées, également, par les principes de neutralité et d'impartialité et reposent sur des valeurs essentielles :

(i) Ne laisser personne pour compte ; (ii) Respect des droits de l'homme, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes ; (iii) la Durabilité et la résilience ; et enfin (IV) la responsabilisation / redevabilité.

Grâce à une collaboration étroite entre les agences, le gouvernement, la société civile et le secteur privé, les interventions en 2023 ont couvert l'ensemble du territoire national, en plus d'une bonne dynamique qui a été créée à travers des initiatives transfrontalières, en faveur du développement et de la consolidation de la paix.

L'année 2023 a été marquée, en outre, par l'organisation de larges et inclusives consultations nationales pour entendre les voix guinéennes des jeunes, des femmes, des personnes vivants avec handicap, des migrants de retour, des media, etc. en vue de façonner l'avenir à l'horizon 2030, dans le cadre du Sommet mondial des Objectifs de Développement Durable. Ces rencontres, organisées conjointement par l'équipe pays, ont contribué à dresser un bilan sommaire sur la réalisation des ODD, partager autour des initiatives catalytiques et les démarches en cours en faveur des couches vulnérables au sein du Conseil National de la Transition, et enfin, définir une vision commune pour l'inclusion dans le développement de la Guinée. Les conclusions de ces consultations ont été prises en compte par la participation de la Guinée à l'Assemblée Générale des ODD, dont la délégation a été conduite par le Président de la Transition, Mamadi DOUMBOUYA, dont le passage remarquable à la tribune des Nations Unies a servi de cadre pour échanger sur les défis mondiaux actuels : la menace terroriste, la famine, les systèmes de gouvernance, etc.

Le rapport 2023 détaille les progrès majeurs réalisés dans la mise en œuvre du PNUAD, et met en lumière les principaux

résultats concrets, autour des quatre axes stratégiques du SNU. A travers le premier axe sur la Gouvernance, la réforme des institutions et les droits de l'Homme, les Nations Unies ont contribué à renforcer les institutions nationales, à faire la promotion de la parité et de la gouvernance inclusive, de même pour l'amélioration de la sécurité et de la résilience des populations. Auprès du CNT, 70 conseillères du caucus des femmes et 10 conseillers (hommes) ont été outillés pour défendre le principe de parité dans la constitution.

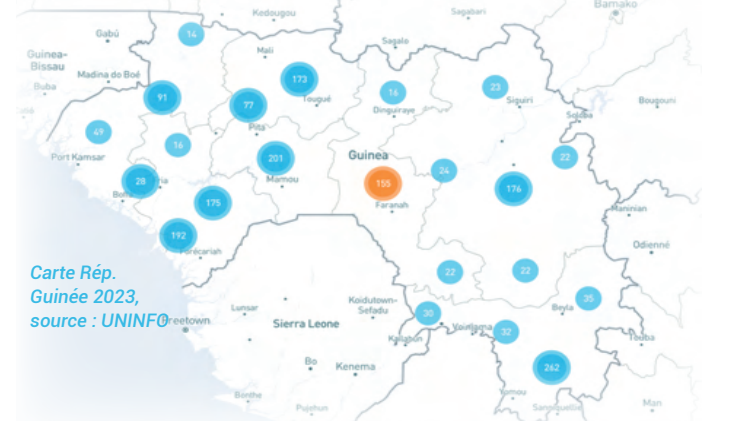
Il faut mentionner aussi que de nombreuses initiatives ont été déployées sur le terrain par les Nations Unies, focalisées sur la mise en œuvre de manière inclusive, de politiques et programmes qui améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion durable de l'environnement et la résilience des populations aux changements climatiques et aux risques des catastrophes. Sur ce volet, par exemple, 124.911 personnes ont pu bénéficier directement d'initiatives visant à protéger la nature et à promouvoir une utilisation durable des ressources. Aussi, au moins 8.394 ha d'écosystèmes forestiers ont été reboisés/protégés et 71 stations météorologiques automatiques opérationnalisées

En ce qui concerne l'amélioration de l'accès à la santé, à l'éducation et à la protection sociale, notamment pour les populations vulnérables, l'appui du SNU a été crucial en 2023. Par exemple, 276 254 accouchements ont été assistés par un personnel qualifié et 862 enfants en situation de vulnérabilité ont pu bénéficier d'une prise en charge. Deux fois, au coutant de l'année, 2 206 431 enfants âgés de 6 à 59 mois (85% de la cible) ont été supplémentées en vitamine A.

Au compte des résultats de l'équipe pays, il faut mentionner l'investissement clé qui a été assuré pour soutenir les institutions nationales, le secteur privé et les collectivités locales, afin de mettre en œuvre de manière inclusive, des politiques et programmes qui améliorent l'emploi productif et l'entrepreneuriat des femmes, des jeunes, des migrants retournés et des personnes vivant avec un handicap. A titre illustratif, un appui a été apporté à 4,925 migrants, dont un nombre important a bénéficié d'une assistance à la réintégration socio-économique. De même, plus de 24 normes sur l'ananas et autres produits agricoles ont été adoptées et intégrées dans la législation nationale.

Ces résultats à fort impact pour les communautés, notamment les plus vulnérables ont été un atout clé pour le Gouvernement qui capitalise les acquis des interventions conjointes et coordonnées des Nations Unies pour réaliser les Objectifs de Développement Durable en République de Guinée.

Cartographie des interventions du SNU sur le territoire national en 2023



Carte Rép. Guinée 2023, source : UNINFO

2.2 PRIORITES REALISATIONS ET PRODUITS

01 PRIORITE STRATEGIQUE

PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET ETAT DE DROIT

EFFET 1

D'ici à 2023, les institutions nationales au niveau central, décentralisé et déconcentré, assurent et garantissent de manière inclusive, l'État de droit, la démocratie, la sécurité, la paix sociale et une gouvernance institutionnelle performante conformément aux principes des droits de l'homme.



70 conseillères du caucus des femmes et **10 conseillers** (hommes) du Conseil National de la transition (CNT) outillés pour défendre la parité dans la constitution



Une contribution substantielle à la cohésion sociale et à la réconciliation assurée

Plus de **5000 armes, minutions et grenades** détenues par les communautés ont été détruites



La résilience économique des communautés transfrontalières de la Guinée & du Mali soutenue par un programme



Le dialogue multi-acteurs pour une gouvernance foncière conduit



Depenses reportées sur UN info
\$7 046 032

AGENCES DE
MISE EN OEUVRE DES
NATIONS UNIES





Lutter contre les crimes organisés et le trafic pour construire la paix durable en Guinée

Ce sont plus de 5000 armes, minutions et grenades, qui ont été passées à l'explosif, à la suite d'une séance de sensibilisation des communautés, combinée à l'appui à la réalisation d'activités génératrices de revenus.

A Nzérékoré, cette destruction des armes avec l'appui des Nations Unies, à travers le PNUD, a eu lieu en présence du Préfet, qui a activé symboliquement le détonateur électrique, entouré des officiers des Forces de Défense et de Sécurité. Elle a été suivie par la remise d'équipements aux communautés, composés de machines de presse à huile de palme, de matériel pour l'hygiène et l'assainissement, de tricycles, au profit notamment des groupements et des PME locaux.

Au nom de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères et petits calibres (Com-Nat), le Colonel Ibrahima Thiam a salué les résultats atteints par cette initiative qui promeut la remise volontaire d'armes pour bénéficier de financement en faveur de projets communautaires. La finalité a été d'enlever les armes des mains des civils, en luttant contre l'insécurité, pour procéder à leur destruction.

Financé par le Gouvernement Fédéral Allemand et l'Union Européenne et mis en œuvre par le PNUD, sous le contrôle de la GIZ, ce projet intitulé "Réponse Ouest africaine à la lutte contre les crimes organisés et le trafic OCWART-T" a été mis en place pour accompagner la Guinée et 7 autres pays de la CEDEAO dans leur combat contre la circulation illégale des armes légères et de petits calibres (ALPC).

Durant les 5 dernières années, ce projet clôturé en décembre 2023, s'est attelé à favoriser la réduction du trafic illégal d'armes légères, en renforçant la coopération régionale et transfrontalière, en améliorant les conditions-cadres, les structures et les capacités nationales dans le domaine du contrôle des ALPC, en réduisant la disponibilité et la prolifération des ALPC au niveau communautaire, et en mettant l'accent sur les communautés frontalières.

La lutte contre la prolifération des armes légères en Guinée reste toujours un enjeu crucial pour la paix, la sécurité et le développement, surtout dans un contexte de transition. Uni dans l'action, le gouvernement, les organisations de la société civile et la communauté internationale, doivent préserver les acquis de ce programme, en faveur de la prévention des conflits et de la promotion de la paix durable.

Il est également important de noter, par ailleurs, que les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets de la violence armée. La lutte contre la prolifération des ALPC en Guinée reste une nécessité impérieuse pour le bien-être de tous les Guinéens.

Ce projet est une illustration des interventions de l'équipe pays des Nations Unies, en faveur de la paix sociale et d'une gouvernance institutionnelle performante au niveau local. Le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies constitue un instrument de premier ordre dont dispose le SNU pour renforcer la Gouvernance locale, la cohésion sociale et la paix.

01 PRIORITE STRATEGIQUE

Produit 1.1

Les institutions nationales en charge de la sécurité, la justice, l'administration publique et des élections ainsi que les organisations de la société civile disposent des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre les politiques et stratégies y compris celles relatives aux réformes

Le SNU appuie la Guinée dans la soumission des rapports aux organes de l'ONU et la mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel. En 2023, il a contribué au renforcement du cadre juridique pour la protection des personnes vulnérables et a outillé des organisations de la société civile pour la surveillance des violations des droits de l'homme. L'élaboration d'un cadre juridique pour la répression des discours de haine et d'incitation à la violence a été initiée. L'appui à la mise en place d'une institution nationale indépendante des droits de l'homme et d'un organe du médiateur de la République se poursuit.

Le SNU a également apporté un appui à l'Agence nationale de lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance (ANLC-PBG) pour la mise en place d'un mécanisme de recouvrement des taxes et redevances issues de l'exploitation minière, se traduisant par la digitalisation des paiements miniers à Boké et à Boffa. L'appui technique du SNU a été déterminant pour l'élaboration de la loi sur le statut du magistrat et du Conseil Supérieur de la magistrature, ainsi que pour la CRIEF, la stratégie sur la cybersécurité et la stratégie sur le financement des ODD.

Produit 1.2

Les populations, notamment les femmes et les jeunes disposent davantage de capacités pour assurer leur participation citoyenne, la cohésion sociale, la sécurité et l'accès équitable à la justice

Les initiatives de cohésion sociale et le rapprochement aux communautés en faveur de leurs droits économiques, sociaux et culturels, et sur leur justiciabilité ont occupé une place centrale dans l'appui apporté par les Nations Unies en 2023. Des interventions variées ont permis de contribuer aux efforts nationaux pour la réconciliation nationale en Guinée, notamment à travers la vulgarisation des recommandations des assises nationales. Le SNU s'est investi sur plusieurs fronts pour la justice, en mettant en œuvre des actions fortes à travers la formation des acteurs clés sur les droits humains, la lutte contre l'impunité et les pratiques néfastes, et la sensibilisation aux violences basées sur le genre.

En appuyant le déroulement du procès du 28 septembre et en sensibilisant sur les droits, le SNU a mis en place des mesures qui contribuent à garantir un procès équitable et la prise en charge des victimes. Toutefois, une meilleure coordination des agences du SNU et des partenaires, ainsi que le financement accru sont indispensables pour maximiser l'impact de ce procès historique.

En appui au processus de mise en place d'un Conseil National des Jeunes, l'action conjointe du SNU a permis de mobiliser plus de 8000 jeunes sur toute l'étendue du territoire national et l'établissement de 404 bureaux, occupés par 3636 jeunes (hommes et femmes) dans l'ensemble des communes, préfectures, régions et au niveau national. En plus des sessions de formation conduites, les bureaux régionaux des Conseils Régionaux des Jeunes ont été équipés en outils informatiques, bureautiques et matériel d'animation.

Par ailleurs, sous l'égide du ministère de la Promotion Féminine de l'Enfance et des Personnes vulnérables (MPFEPV), des activités de renforcement de capacité ont permis d'outiller 70 conseillères du caucus des femmes et 10 conseillers (hommes) du Conseil National de la transition (CNT) et de soutenir les actions de plaidoyer en faveur de leur participation politique : prendre en compte la parité dans la Nouvelle Constitution à travers une disposition et la renvoyer à une loi organique.

Produit 1.3

Le système statistique national dispose des capacités pour produire et diffuser des données fiables actualisées et désagrégées

Le respect des droits humains est central à toutes les interventions des Nations Unies, d'où l'importance du soutien qui a été apporté pour le suivi régulier de la situation durant l'année 2023. La documentation sur les violations et le plaidoyer pour des améliorations ont été essentielles.

Également, le SNU s'est engagé dans l'appui à la modernisation du système judiciaire, à travers la numérisation des dossiers et la maîtrise de la population carcérale ayant fait l'objet de plusieurs visites organisées.

Pour soutenir le processus du développement durable de la Guinée, le SNU et ses partenaires, ont accordé un grand intérêt

à l'appui du recensement général de la population et de l'habitat, et au monitoring de la situation des droits de l'homme.

En appui à la coopération Sud-Sud, le Maroc et la Guinée, ont signé un accord de partenariat, facilité par le Système des Nations Unies, en vue de moderniser les systèmes de collecte et de consolider la qualité des données. Il s'est agi globalement de soutenir la Guinée dans ses efforts pour l'établissement d'une base solide pour planifier efficacement le développement, permettre une analyse pertinente des données et une prise de décision plus informée, en faveur de la mise en œuvre des politiques socio-économiques et réaliser les Objectifs de Développement Durable.



2.2 PRIORITES REALISATIONS ET PRODUITS

02 PRIORITE STRATEGIQUE

SÉCURITÉ ALIMENTATAIRE, NUTRITION ET GESTION DURABLE DU CAPITAL NATUREL

Effet 2

Effet 2 : D'ici à 2023, les institutions nationales, la société civile et le secteur privé mettent en œuvre de manière inclusive, des politiques et programmes qui améliorent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion durable de l'environnement et la résilience des populations aux changements climatiques et aux risques des catastrophes



175 186 enfants, dont 59,144 filles ont bénéficié de l'assistance alimentaire en milieu scolaire



48 acteurs (dont 16 femmes) du Centre National de Surveillance de Pêche et de l'ANAG ont été formés aux techniques d'inspection et de gestion durable de l'aquaculture



Une assistance nutritionnelle a été apportée à **3 299 personnes** vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose



6 hectares de forêt restaurés à travers la technique de régénération naturelle assistée (RNA)



Depenses reportées sur UN info
\$21 124 080

AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DES NATIONS UNIES



A Nienh, l'implication des mamans à la cantine scolaire nourrit les rêves des enfants

mères. Comme elle, Monique Loua a aussi fait le choix de prendre un jour dans la semaine pour cuisiner pour les enfants de cette école.

Pour elle, « les cantines scolaires nous soulagent grandement. Non seulement elles permettent à nos enfants d'avoir accès gratuitement à une bonne alimentation, mais en plus, cela nous permet de faire des économies. Avant, j'étais obligée de donner de l'argent à mes deux grands enfants qui sont scolarisés ici afin qu'ils puissent s'acheter à manger le midi à l'école.

Mais depuis la mise en place de la cantine, nous faisons des économies à ce niveau et cela nous permet d'investir cet argent dans d'autres postes de dépenses. De plus, j'ai constaté un vrai changement au niveau des résultats scolaires de mes enfants. Depuis qu'ils fréquentent la cantine scolaire de cette école, ils révisent et retiennent mieux leurs leçons et ont de meilleurs résultats scolaires », explique Monique, 34 ans, sans emploi.

Marie Loua, élève du haut de ses 11 ans, se voit déjà ministre. « Lorsque je serai grande, je voudrais devenir ministre parce que je crois que les femmes sont capables de faire les mêmes métiers que les hommes », témoigne-t-elle avec conviction. De même, Roméo, son voisin de table, rêve d'exercer la médecine. « Si je continue à avoir de bons résultats, je peux y arriver », témoigne le jeune garçon de 10 ans.

Grâce à cette assistance alimentaire du PAM, le SNU lutte contre l'insécurité alimentaire en milieu scolaire et contribue significativement à la réduction des inégalités entre filles et garçons à l'école. De plus, ces repas nutritifs encouragent les parents à maintenir leurs enfants à l'école en particulier les filles.

En Guinée, 175 186 enfants, dont 59,144 filles ont bénéficié de cette assistance alimentaire en 2023.

N'Zérékoré – Au village Faim Zéro de Nienh, une initiative des Nations Unies portée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) visant à réduire l'insécurité alimentaire en milieu scolaire fait des émules. Dans cette localité, ce sont les mamans des élèves qui assurent gratuitement la préparation des repas au grand bonheur des enfants qui sont de plus en plus nombreux à fréquenter ces établissements.

« Lorsqu'on m'a proposé de cuisiner pour les enfants, je n'ai pas hésité une seule seconde. Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école. Aussi, j'ai pensé que c'était ma façon à moi d'aider ces enfants en plus des miens qui fréquentent cet établissement, à poursuivre leurs études. Qui sait ? Peut-être que l'un d'eux fera partie demain de la classe dirigeante de ce pays », témoigne Marie Haba, 30 ans mère de 4 enfants, une des deux jeunes

Produit 2.1 :

Des programmes de développement des filières productives et de promotion des chaînes de valeur pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont élaborés et mis en œuvre

Les compétences techniques constituent un pilier essentiel du développement de la chaîne de valeur. Elles permettent d'améliorer la performance économique, d'encourager l'innovation, de renforcer la durabilité et de promouvoir l'inclusion sociale. C'est pourquoi, en 2023, le SNU a contribué avant tout au renforcement de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes ruraux, en leur offrant des compétences techniques dans la perspective de stimuler le développement économique local :

- **15 femmes** ont été formées à la confection des foyers améliorés en banco ;
- **100 jeunes** ont été formés à l'entrepreneuriat et à la gestion de fermes avicoles, pour une meilleure insertion professionnelle et une augmentation de leurs revenus ;
- **48 acteurs** (dont **16 femmes**) du Centre National de

Surveillance de Pêche et de l'ANAG ont été formés aux techniques d'inspection et de gestion durable de l'aquaculture, pour une meilleure gouvernance du secteur ;

- **30 cadres** (dont **8 femmes**) ont été formés aux techniques de reproduction artificielle et de fabrication d'aliments pour poissons, pour une production aquacole plus efficiente et durable ;
- **20 personnes** dont **7 femmes** ont été formées sur les techniques et technologie de transformation de la noix de cajou ;
- **8 acteurs** (dont **2 femmes**) ont été formés à la gestion d'une ferme aquacole comme une entreprise, pour une meilleure rentabilité du secteur.

Il est à relever également que des intrants et outillages agricoles ont été distribués à 27 Organisations Profession-

02 PRIORITE STRATEGIQUE

nelles Agricoles, au profit de 100 jeunes pour la mise en valeur de 12 ha d'intrants rizicoles.

Par ailleurs, en 2023, le SNU, sous le leadership du PAM a fourni des repas scolaires à 175 186 enfants en Guinée, soit une augmentation de 75% par rapport à l'objectif initial, et a contribué à un taux de rétention scolaire qui est passé de 98,9% en 2022 à 99,1% en 2023, se rapprochant ainsi de l'objectif du Plan stratégique intérimaire pays (PSI-P) de 99,99 %. Ce sont 2,1 millions de dollars qui ont été transférés aux comités de gestion scolaire pour l'achat de produits alimentaires locaux destinés aux repas scolaires sur place.

En matière de réponse aux situations d'urgence en Guinée, les interventions ont permis de sauver des vies, de protéger les populations vulnérables et de renforcer la résilience des communautés :

- Une aide d'urgence vitale a été apportée à **900 656 personnes** en Guinée en 2023, dont **49 %** de femmes, couvrant **150 986 ménages** ;
- **14 471 enfants** et femmes ont reçu une assistance contre la malnutrition, avec **99 %** des bénéficiaires qui ont reçu une aide pendant au moins 21 jours, garantissant une couverture continue pendant une période critique

Par ailleurs, l'appui du SNU a permis d'intensifier les interventions nutritionnelles en Guinée, atteignant **57 933 personnes**, soit une augmentation de **177%** par rapport à 2022. Les actions sur le terrain ont permis de traiter la malnutrition aiguë modé-

rée chez **9 833 enfants**, d'assister **4 638 femmes enceintes** et allaitantes et de fournir une assistance nutritionnelle à **3 299 personnes** vivant avec le VIH/sida ou la tuberculose. Ces résultats ont été obtenus grâce à la collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, **217 structures** de santé publique, **12 ONG locales** et une ONG internationale.

En outre, la sécurité alimentaire et la résilience ont été améliorées :

- A travers le Projet Village Faim Zéro, la culture de la variété du riz Tong-II G a été lancée (variétés à haut rendement et à cycle court) sur **310 hectares** de terres réparties dans **80 villages** ;
- Aménagement de **174 ha** de rizières et **50 ha** de maraîchers, avec un rendement en riz de **3,6 t/ha**, soit **2x** plus que la moyenne locale.
- Reboisement de **4,5 ha** de têtes de source et formation de **125** agro-pastoraux à la production de fourrage.
- Réhabilitation de **2 km** de pistes rurales pour désenclaver les zones de production.

Les interventions du SNU ont contribué à renforcer les capacités institutionnelles pour garantir la sécurité alimentaire, nutritionnelle et sanitaire de la population, en s'appuyant sur la coopération Sud-Sud (missions Chine, Cote d'Ivoire) et en focalisant sur les partenariats, la préparation aux urgences et la chaîne d'approvisionnement.

Produit 2.2 :

Les outils de planification et les mécanismes de financement de la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et du cadre de vie sont révisés/élaborés et utilisés pour prendre en compte les risques climatiques et de catastrophes

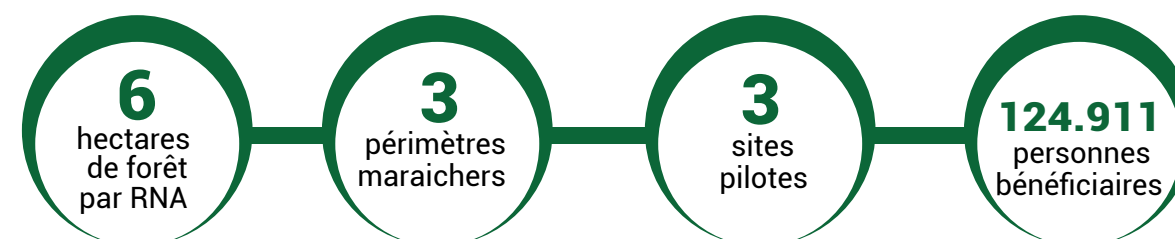
Le changement climatique menace la Guinée, notamment le massif du Fouta Djallon, où la déforestation est un problème majeur.

C'est pourquoi le SNU a appuyé la restauration de **6 hectares** de forêt, à travers la technique de régénération naturelle assistée (RNA), dans les **3 périmètres maraichers** des **3 sites pilotes** de massif du Fouta Djallon. Ceci a permis de contribuer aux efforts nationaux de lutte contre le changement climatique, de protection des ressources naturelles et d'amélioration des conditions de vie des populations.

Par ailleurs, il est à mentionner que trente (**30**) personnes ont bénéficié d'un programme d'initiation sur les aspects de gouvernance organisationnel et de gestion financière

simplifiée des organisations de base conformément à l'esprit de la loi **L/014/2005** en vigueur en Guinée. **124.911 personnes** ont, en outre, bénéficié directement d'initiatives visant à protéger la nature et à promouvoir une utilisation durable des ressources.

Le reboisement est une solution essentielle pour de nombreux problèmes environnementaux et économiques en Guinée. C'est pourquoi en 2023, le SNU a continué d'investir dans le reboisement et de travailler avec les communautés locales pour garantir la réussite de cette initiative. Au moins **8.394 ha** d'écosystèmes forestiers ont été reboisés/protégés et 71 stations météorologiques automatiques opérationnalisées sous le leadership du PNUD.



03 PRIORITE STRATEGIQUE

SANTÉ, ÉDUCATION, EAU-HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Effet 3

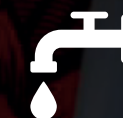
D'ici à fin 2023, les populations notamment les plus vulnérables ont un accès accru et équitable et utilisent les services sociaux de base de qualité.



60 agents de santé de 60 établissements sanitaires disposent des capacités d'utilisation et d'exploitation de l'outil d'évaluation et de gestion de carbone dans le secteur de la santé (outil AKDN) ;



276 254 accouchements assistés ont été réalisés par un personnel qualifié
1254 personnes ont bénéficié d'un test de dépistage du VIH dans les prisons de Conakry, Boké et Kindia ;



116 696 personnes supplémentaires ont bénéficié d'un accès sûr et durable à l'eau potable



194 176 personnes ont eu accès aux services d'assainissement de base
862 enfants en situation de vulnérabilité ont bénéficié d'une prise en charge ;



Plus de 2 000 000 de jeunes filles ont été sensibilisées sur le droit de santé sexuelle et reproductive



Depenses reportées sur UN info
\$29 222 318

AGENCES DE
MISE EN OEUVRE DES
NATIONS UNIES



De l'espoir pour 862 enfants en situation de vulnérabilité, grâce aux appuis des nations unies



De nombreux enfants en situation de vulnérabilité ont été gratuitement pris en charge (100 enfants victimes de violences sexuelles (dont 2 garçons) et 25 filles victimes de violences physiques par le service de la médecine légale, 189 enfants (dont 98 filles) par les différents services sociaux, 548 enfants en conflit avec la loi (dont 85 filles) par les professionnels de la justice, et 20 enfants (dont 15 filles) identifiés, formés et outillés sur l'apprentissage d'un métier à caractère social, éducatif, économique...) avec l'appui des Nations Unies.

Un nouvel avenir pour les enfants en milieu carcéral

A la prison centrale de Conakry - ou Maison Centrale - on dénombre près d'une centaine de détenus mineurs parmi lesquels, une vingtaine s'adonnent régulièrement au métier de la couture. Cette initiative portée par l'UNICEF et soutenu par l'Union européenne, vise à former les enfants détenus pour favoriser leur réinsertion sociale à leur libération. Le petit Salif, incarcéré depuis 2019, fait partie des jeunes qui suivent cette formation.

« J'ai rencontré des difficultés alors que je préparais mon bac. Cependant, Dieu en a décidé autrement, et me voilà en prison. J'avais 17 ans. Une fois arrivé dans la section réservée aux mineurs, j'ai été confronté à de nombreux problèmes. En prison, je me suis posé la question : que faire ? Que devenir ? Cette question me hantait chaque jour. Un matin, j'ai décidé de changer mon destin, même en étant en prison. J'ai poursuivi mon apprentissage avec de nombreux mineurs.

Après ma libération, je continuerai à exercer le métier que j'ai appris pour subvenir à mes besoins et à ceux de mes parents. J'ai l'intention de reprendre mes études une fois libre pour devenir médecin. Maintenant, je sais coudre des robes, des chemises, des culottes, des pantalons, etc. J'ai acquis une nouvelle compétence, » affirme Salif.

La situation des mineurs en conflit avec la justice, demeure une préoccupation majeure. En effet, chaque année, de nombreux enfants en Guinée sont impliqués dans des procédures judiciaires.

Qu'ils soient victimes d'un crime ou en conflit avec la loi, ces enfants sont souvent vulnérables et nécessitent une protection adéquate, à travers des systèmes judiciaires adaptés à leurs besoins.

Sous la supervision de la monitrice, Madame Salimatou, qui consacre six heures de son temps à initier les enfants à la coupe et à la couture, ils apprennent un métier. « Je suis une mère avant tout, donc j'ai décidé de consacrer des heures pour enseigner le métier de la couture à ces enfants, et ils comprennent bien la discipline. Je suis fière d'eux et contente de leurs progrès », déclare-t-elle.

Ce projet vise à renforcer le système de justice pour les enfants afin que celui-ci soit en conformité avec la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) et les autres normes pertinentes en matière de justice des mineurs. Grâce à ce projet, l'UNICEF soutient 41 389 enfants en Guinée.

03 PRIORITE STRATEGIQUE

Produit 3.1

Les populations notamment les plus vulnérables ont accès à des services de Santé et nutritionnels de qualité, y compris la lutte contre le VIH, la mortalité maternelle et néonatale, le paludisme, la Tuberculose, les maladies tropicales négligées et les maladies non transmissibles, dans le cadre de la couverture sanitaire universelle

L'appui des Nations Unies a porté sur plusieurs aspects, allant de la préparation et la réponse aux Urgences et Catastrophes Humanitaires, à la réponse coordonnée apportée aux épidémies de fièvre hémorragique de Lassa, de fièvre jaune et d'autres maladies, en passant par le dépistage du VIH dans les prisons qui a touché 1254 personnes, avec un taux de positivité de 2,2% à Conakry, 2,7% à Boké et 1,4% à Kindia.

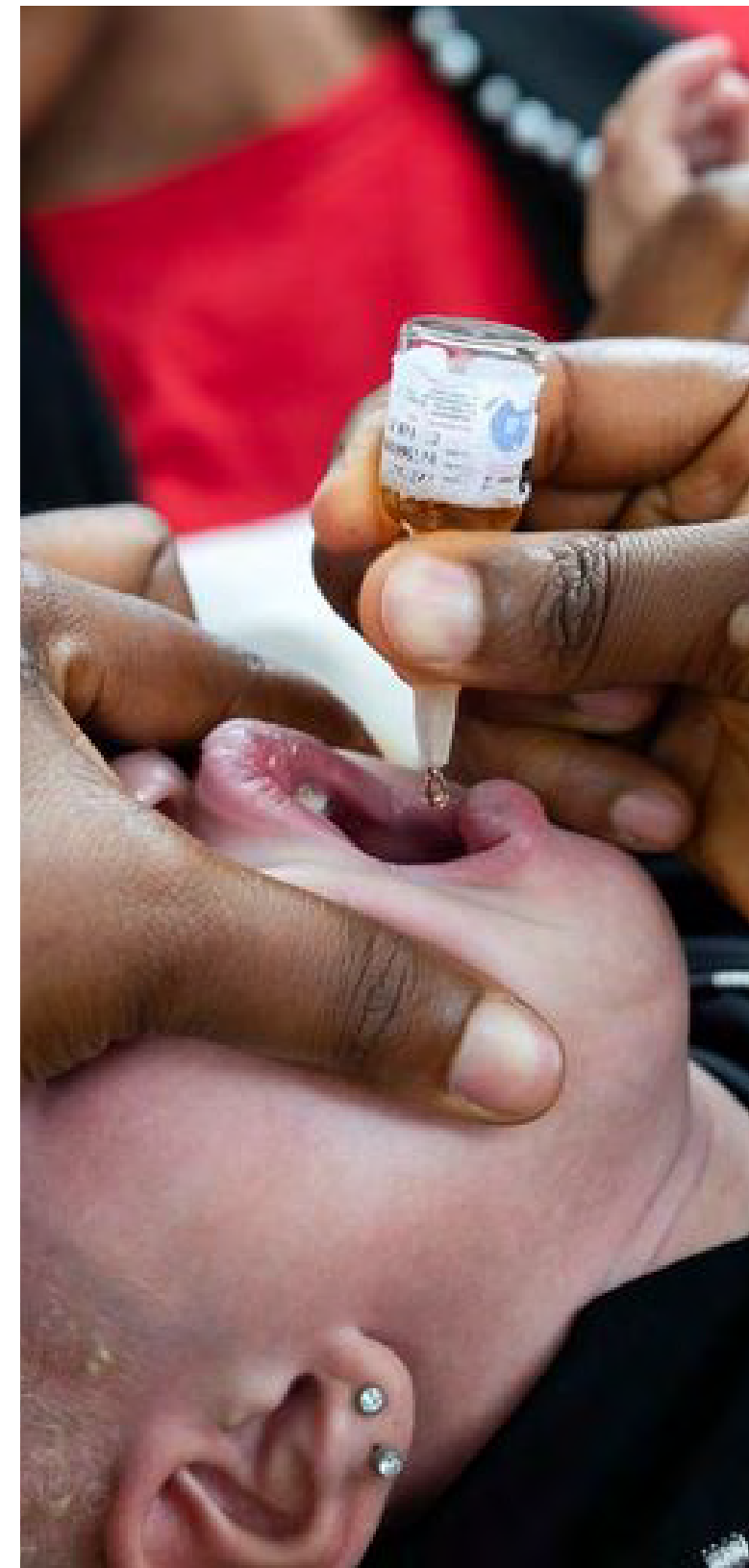
De même, un approvisionnement en intrants de dépistage et de prise en charge du VIH chez les femmes enceintes et les enfants ont permis d'améliorer la fréquentation de la CPN4 qui est passé de 371 378 femmes enceintes en 2021 à 398 650 en 2022. Ainsi, le nombre d'enfants et adolescents dépistés pour le VIH est passé de 12,004 en 2021 à 14,266 en 2023 soit une augmentation de 16%. Le nombre d'enfants séropositifs ayant un accès tout au long de la vie au traitement de 2 430 en 2021 à 6 339 en 2023.

Dans la même dynamique, une prise en charge gratuite a été apportée à 100 enfants victimes de violences sexuelles et 25 filles victimes de violences physiques.

En appui à l'amélioration de la santé maternelle et néonatale, 69 maternités SONU ont été rendues fonctionnelles sur 76 soit 91%, 128 femmes porteuses de fistules obstétricales ont été opérées sur 130 identifiées dans les régions de Kankan, Labé, Mamou, N'zérékoré et Kindia, 2 288 poches de sang ont été collectées pour les urgences obstétricales. 276 254 accouchements assistés ont été réalisés par un personnel qualifié.

En ce qui concerne la nutrition, les Nations Unies ont contribué à la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë. Le programme de nutrition a atteint de bons résultats avec 85% de la cible, soit 2 206 431 enfants âgés de 6 à 59 mois, pour la supplémentation en vitamine A et 75% pour la déparasitation, soit 1 640 740 enfants âgés de 12 à 59 mois. De plus, 413 agents de santé et 815 relais communautaires ont été formés. Cependant, un point faible demeure : seulement 33% des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été traités en raison d'un manque de ressources.

L'équipe pays poursuit ainsi l'appui au système de santé en Guinée pour sauver des vies humaines, en améliorant la santé des populations, notamment les plus vulnérables, tout en renforçant la capacité de réponse aux urgences et catastrophes et en luttant contre les épidémies et les maladies chroniques. Les structures de santé ont été renforcées et un plaidoyer mené auprès des acteurs pour lutter contre les MGF et les VBG. Au courant de l'année 2023, 201 décès maternels ont été revus sur 325 notifiés soit (61,84%) dans 76 structures SONU et 10 plans de riposte contre les décès maternels ont été élaborés et mis en œuvre pour résoudre les problèmes liés à ces décès maternels/ Au cours de cette même année, 97% soit 90 583 femmes recrutées sur 92 998 attendues ont bénéficié d'offre gratuite des services de planification familiale à



Produit 3.2

Les populations notamment les plus vulnérables ont accès à des services de Santé et nutritionnels de qualité, y compris la lutte contre le VIH, la mortalité maternelle et néonatale, le paludisme, la Tuberculose, les maladies tropicales négligées et les maladies non transmissibles, dans le cadre de la couverture sanitaire universelle

Cet engagement des Nations Unies en Guinée se matérialise par des actions concrètes sur le terrain visant à améliorer les conditions de vie des populations et à leur assurer un accès durable aux services essentiels en eau, hygiène et assainissement (EHA). En 2023, l'accent a été mis sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communautés, les écoles et les structures de santé.

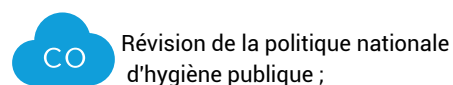
Concernant l'amélioration de l'accès à l'eau potable, 116 696 personnes ont désormais accès à une source sûre et pérenne d'eau potable, suite à la mise en place de diverses infrastructures hydrauliques, incluant 9 systèmes d'adduction d'eau potable (AEPS), 29 postes d'eau autonomes (PEA) et 44 forages manuels, dans les régions de Boké, Mamou, Labé, Kankan et Nzérékoré.

En matière d'accès à l'assainissement de base, l'approche de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) intégrant le marketing de l'assainissement a été mise en œuvre dans 6 préfectures (Kindia, Boffa, Beyla, Nzérékoré, Pita et Koubia), permettant à 194 176 personnes d'avoir accès aux services d'assainissement de base.

Par ailleurs, 48 établissements scolaires et 20 centres de santé ont bénéficié du programme EHA, améliorant ainsi les conditions d'apprentissage et la qualité des soins de santé dispensés. Il est important de souligner que ces initiatives ont été réalisées en parallèle avec des projets visant à prévenir le retard de croissance, particulièrement durant les 1000 premiers jours de vie, au sein des communautés de Pita, Lelouma et Koubia.

En outre, les Nations Unies en Guinée ont renforcé les capacités des acteurs nationaux et locaux du secteur de l'EHA, mené des plaidoyers auprès des autorités et des partenaires pour la mobilisation des ressources, et collecté et analysé les données pour suivre les progrès et identifier les nouveaux besoins.

En mobilisant ainsi les efforts et les ressources de tous, le Système des Nations Unies (SNU) et ses partenaires en Guinée sont déterminés à faire de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène une réalité pour les communautés les plus vulnérables, en soutenant le cadre normatif à travers les politiques et stratégies nationales en matière d'EHA :



Révision de la politique nationale d'hygiène publique ;



Élaboration du projet de code de l'assainissement ;



Élaboration d'un programme de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (en cours).



Révision de la stratégie nationale de gestion des catastrophes et des urgences environnementales (en cours) ;

Produit 3.3

Les populations ont accès à une éducation inclusive de qualité

Des progrès significatifs ont été réalisés en faveur de l'éducation inclusive de qualité en Guinée, avec l'appui des Nations Unies. Les efforts complémentaires des agences ont permis de renforcer les capacités de l'INRAP et d'appuyer la révision des programmes scolaires (préscolaire, primaire et secondaire). Le développement du préscolaire a été déterminant à travers la mise à disposition d'une Politique nationale de l'éducation préscolaire, d'un curriculum et d'un programme d'enseignement pour la classe pré-primaire et de modules de formation pour les éducatrices.

La contribution à l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants, en particulier les plus marginalisés, s'est distinguée par la digitalisation du système éducatif, permettant le déploiement de la plateforme Learning Passe-

port, le développement de contenus pédagogiques digitalisés, dans 50 écoles pilotes. Il faut mentionner aussi la dotation des écoles et des élèves en intrants et services, avec 1933 bourses offertes aux élèves, la distribution de 200 tablettes pour l'apprentissage digital et des ressources pédagogiques et didactiques pour 1562 élèves.

Par ailleurs, 804 familles et 7740 personnes ont été sensibilisées à travers la promotion de la parentalité positive, en plus des actions inscrites dans l'amélioration des compétences de base en lecture et en mathématiques et l'appui à la stratégie d'extension du programme FLN "Fondamentaux en littératie et numératie" - dans la perspective de couvrir 100 écoles d'ici 2026.

Produit 3.4

Les populations les plus vulnérables, en particulier les enfants, les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les personnes déplacées et mobiles ainsi que les personnes vivant avec un handicap bénéficient d'une couverture sociale et vivent dans un environnement qui les protège contre la discrimination, l'exploitation, les abus, la traite et la violence conformément aux instruments juridiques nationaux et internationaux

La couverture sociale et la protection a été un volet important de l'équipe pays, y compris dans le cadre de la réponse aux épidémies et urgences : fièvre hémorragique de Lassa, la fièvre jaune, diphtérie, poliomyélite et coqueluche.

Un appui a été apporté aux structures de protection de l'enfance, incluant la mise en place de nouvelles structures et la formation des membres.

Sur le terrain, un suivi des progrès réalisés et une identification des besoins spécifiques des personnes les plus marginalisées est assuré, ainsi que des initiatives portant sur la mobilisation sociale, le plaidoyer, la sensibilisation et l'accompagnement des victimes d'abus et de violences.

La promotion des droits humains et la lutte contre les pratiques néfastes contribuent à l'autonomisation des femmes et des filles pour une meilleure participation à la vie sociale et économique. Ainsi, une prise en charge gratuite a bénéficié à 100 victimes de violences sexuelles, 6 structures associatives de filles non excisées ont été mises en place, et la formation de 116 nouvelles structures de protection de l'enfant réalisées, dans les régions de Mamou (12), Faranah (40) et Boké (64).

En 2023, le programme de protection de l'enfance a atteint des résultats importants, avec plus de 300 000 enfants qui ont été protégés contre les violences, l'exploitation et les abus, plus de 227 000 personnes qui ont été sensibilisées aux pratiques néfastes, et plus de 171 000 enfants enregistrés à l'état-civil dans le délai légal. Aussi, 236 nouveaux villages ont déclaré l'abandon des MGF et du mariage d'enfants.

En effet, les Nations Unies en Guinée s'investissent résolument pour la protection des populations vulnérables et la promotion d'une société plus juste et inclusive. En collaboration avec le gouvernement et les partenaires, les efforts se poursuivront pour garantir à tous les Guinéens une vie digne et respectueuse de leurs droits.

Les résultats de cet axe majeur ont été obtenus grâce à une approche multisectorielle et à la collaboration avec les acteurs clés à tous les niveaux, y compris les médias.

04 PRIORITE STRATEGIQUE

AUTONOMISATION SOCIO-ECONOMIQUE DES FEMMES, DES JEUNES, DES MIGRANTS RETOURNÉS ET DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

Effet 4

D'ici à fin 2023, les populations notamment les plus vulnérables ont un accès accru et équitable et utilisent les services sociaux de base de qualité.



4,925 migrants ont bénéficié partiellement d'une assistance à la réintégration socio-économique ;



24 normes sur l'ananas et autres produits agricoles ont été adoptées et intégrées dans la législation nationale ;



190 femmes en réseau ont été soutenues dans le développement d'Activités Génératrices de Revenus ;



86 personnes dont **19 femmes** issues de **28 institutions** du secteur privé et du public ont été formées aux approches à Haute intensité de main d'œuvre



Depenses reportées sur UN info
\$5 915 377

AGENCES DE
MISE EN OEUVRE DES
NATIONS UNIES



Produit 4.1

Des mécanismes et des programmes favorables à la création d'emplois et à la promotion de l'entrepreneuriat pour l'autonomisation économique des migrants de retour, des femmes et des jeunes, y compris des personnes vivant avec un handicap sont élaborés et mis en œuvre

En 2023, les initiatives réalisées par les Nations Unies autour de ce produit ont substantiellement contribué à réduire la pauvreté, en offrant des opportunités durables qui contribuent au développement équilibré et inclusif de la Guinée qui aspire à promouvoir l'égalité, l'innovation économique et un avenir prospère pour l'ensemble de sa population.

A travers les appuis conjoints des agences des Nations Unies, une analyse approfondie de la politique nationale de la jeunesse (2010-2021) est menée, sous le leadership de l'UNFPA, conduisant à la conception d'une nouvelle politique nationale, en phase de validation, pour l'année 2024.

Aussi, pour soutenir l'intégration de politiques régionales en matière de compétitivité dans les documents politiques, stratégiques et réglementaires en Guinée, il faut se réjouir de la validation par le gouvernement du document de la Politique Nationale de Développement Industriel de la Guinée (PNDIG). Actuellement en phase de diffusion, sous l'égide de l'ONUDI, il intègre 24 normes, liées à la filière ananas et autres produits agricoles, qui sont adoptées dans la législation nationale. Les organismes intermédiaires d'appui à la qualité sur la filière ananas sont soutenus pour améliorer et amplifier leurs services (qualité, normes, solutions vertes, accès au marché, etc.)

Dans la même lancée, 35 cadres et personnes ressources ont pu bénéficier d'une formation complète sur la norme ISO/CEI 17025 :2017 et 20 techniciens de laboratoire ont bénéficié d'une formation pratique axée sur l'analyse chimique et microbiologique de l'ananas, en plus de 10 consultants nationaux (auditeurs) qui sont outillés, grâce au programme WACOMP.

Dans cette dynamique de l'amélioration de la compétitivité des agents économiques clés de la chaîne de valeur « Ananas », notamment grâce à des activités de mise à niveau et de mise en réseau, il faut mentionner que des intrants de pointe, tels que des engrais spécifiques à l'ananas, 12 000 emballages conformes aux normes internationales et 12 systèmes d'irrigation, sont distribués et vont contribuer à renforcer les capacités de production et accroître la compétitivité des acteurs.

Par ailleurs, en appui à la stratégie nationale de HIMO, un processus de recrutement est conduit pour la réalisation d'une étude, programmée en 2024. Un cadre de collaboration stratégique entre le ministère de l'Emploi et l'OIT est formalisé pour un déploiement en 2024.

“ C'est une réelle satisfaction d'être entrepreneure agricole et de bénéficier de l'appui du REFILA, car je réalise que je développe une dynamique et inspire les jeunes et femmes de ma communauté en leur offrant de l'emploi ”

C'est en 2019, grâce au projet des Nations Unies mené par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), sur financement de l'Union européenne, que Fatou, au même titre que de nombreuses jeunes filles guinéennes, bénéficie d'un appui du projet de Relance de la Filière Ananas (REFILA), pour réussir à développer son entreprise agricole.

Inscrit dans le cadre du Programme de Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP), cette initiative contribue au renforcement de la filière ananas en Guinée, en stimulant son accès aux marchés régionaux et internationaux.

Depuis 2014, cette jeune s'est lancée dans la filière de l'agro-business, un domaine dominé par les hommes, en créant FATOU et KADIJA Entreprise, spécialisée dans la transformation agroalimentaire, notamment dans le séchage des fruits. Elle avait, à juste titre, constaté que les agriculteurs perdent d'importantes quantités de fruits en raison d'un manque de connaissance dans les techniques de conservation, dans la capitale fruitière de la Guinée, Kindia.

Diplômée en comptabilité et gestion de l'Université Koffi Annan de Guinée, Fatou Titine Cissoko fille d'un entrepreneur, justifie cette aventure agricole par son amour pour la terre et sa détermination à réaliser ses rêves d'entrepreneure, à la fin de son cycle de formation.

“Il a fallu cet appui des Nations Unies pour me permettre

de développer réellement mon entreprise, en effectuant un voyage d'étude au Maroc pour explorer le potentiel du marché, et en participant également à la foire " B2B Fruit Attraction " de Madrid, où j'ai réussi à décrocher une première importante commande de deux (2) conteneurs d'ananas séchés pour le Portugal », témoigne-t-elle avec fierté.

Aujourd'hui, Fatou, dans la trentaine est membre du réseau "NAFASO", un consortium de cheffes d'entreprises dans la transformation agricole, créé sous l'initiative du REFILA. Elle bénéficie du mentorat et de l'aide de ses consœurs pour répondre à ses grosses commandes en progrès. En 2023, elle a travaillé sur un plan d'exportation de 10 tonnes d'ananas séchés vers l'Europe et 30 000 litres de jus d'ananas vers les pays de l'Afrique du Nord.

Aujourd'hui, elle emploie une quinzaine de femmes toute l'année et ambitionne de mettre en place une unité semi-industrielle de jus de fruits qui permettra d'employer plus de femmes rurales et augmenter le revenu des producteurs de fruits de la région.

Fatou Titine Cissoko est convaincue que grâce au projet REFILA, elle peut dorénavant contribuer à la croissance économique, la stabilité sociale et l'amélioration des conditions de vie des communautés de la région de Kindia.



Produit 4.2

Produit 4.2 : Les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap ainsi que des migrants retournés disposent des compétences entrepreneuriales, techniques et managériales

Le SNU s'est engagé de manière significative dans le développement des compétences des jeunes guinéens, ce qui devrait contribuer à leur insertion socio-professionnelle et à la croissance économique du pays. 375 jeunes ont été insérés dans l'emploi via l'ASCAD dans les filières de l'hôtellerie, l'aquaculture, la mécanique, et l'agriculture, et 455 jeunes ont suivi des parcours de perfectionnement et de professionnalisation en carrelage, plomberie, électricité, etc.

En plus, un accompagnement notable a été apporté pour l'organisation de formations pointues et le partage d'expériences sur les thématiques portant sur l'entreprenariat. De même, les faiblesses liées aux capacités d'élaboration de plans d'affaires, de la gestion simplifiée au profit des jeunes, des femmes, des PVH et migrants de retour ont été adressées. Au moins 86 participants dont 19 femmes issus de 28 institutions relevant du secteur privé et public ont été formées aux approches à Haute intensité de main d'œuvre portées par le BIT.

En vue de soutenir le développement et la mise en œuvre des micro-projets/AGR collectifs ou individuels en faveur des femmes, jeunes, PVH et migrants de retour, au moins 3 groupements de jeunes ont bénéficié des AGR intégrant les questions de santé sexuelle et reproductive (Kindia, Kankan et Conakry) et 190 femmes mentors regroupées en réseau ont été soutenues dans le développement d'Activités en lien avec l'habilitation communautaire (dans les régions Kindia, N'Zérékoré, Kankan). Enfin, un programme de cash transfert a profité à 548 personnes vulnérables dans les 9 communes de la préfecture de Labé, en plus de 4,925 qui ont bénéficié partiellement d'une assistance à la réintégration socio-économique et 114 d'une assistance complète à la réintégration socio-économique, grâce à l'OIM.



2.3 APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030



L'année 2023 a été une année charnière pour l'Equipe Pays des Nations Unies en Guinée. Guidé par une vision commune du développement durable, le SNU Guinée s'est investi à consolider les partenariats établis en appui au PNUAD, tout en explorant de nouvelles opportunités de partenariat innovants autour d'un objectif commun : accélérer la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et garantir un avenir meilleur pour tous les Guinéens.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route de la stratégie nationale de financement intégré des ODD et de la préparation du sommet des ODD, plusieurs consultations ont été organisées avec toutes les parties prenantes notamment les PTFs, les acteurs Étatiques, la société civile, le secteur privé, les groupes vulnérables, etc.

Ces consultations ont permis aux parties prenantes de partager leur vision pour la réalisation des progrès autour de l'agenda 2030, en donnant la priorité à l'accès à des services sociaux de base de qualité, au développement des chaînes de valeur et à l'adaptation aux changements climatiques.

Il faut mentionner aussi que les programmes spécifiques des agences ont permis de sceller des partenariats solides afin d'accroître l'impact des interventions dans l'atteinte des cibles identifiées par le PNUAD. Ces efforts conjoints ont contribué significativement à faire progresser les ODD et à répondre aux attentes de mobilisation des financements du développement durable.

L'Équipe de Pays des Nations Unies a soutenu la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI) (2022-2025) du gouvernement à travers un appui technique constant, des interventions programmatiques et la mobilisation des acteurs pour la réalisation des priorités de la transition. Une série d'initiatives en faveur de la coopération Sud-Sud, la domestica-

tion des ODD et la mobilisation des ressources pour le PRI ont été conduites, menant à des partenariats fructueux avec le Gouvernement, les collectivités territoriales, la société civile et le secteur privé en Guinée.

En perspectives, les efforts de l'Équipe Pays en matière de partenariats et la mobilisation des ressources constituent des atouts essentiels pour la mise en œuvre du prochain cadre de coopération 2024-2028. Les flux de financement innovants et catalyseurs des partenariats seront explorés, notamment la coopération Sud-Sud, la finance verte, le financement de la diaspora, le partenariat public-privé et autres partenariats non financiers, tout en maximisant l'impact des programmes conjoints existants tels que le Fonds de Sécurité Humaine et le PBF.

Dans cette dynamique des efforts seront consentis pour le développement de nouveaux programmes conjoints bâtis autour des trois priorités stratégiques du cadre de coopération principalement sur les services sociaux de base, le développement des chaînes de valeur et l'adaptation aux changements climatiques et le développement local.

En 2023, l'Équipe Pays des Nations Unies en Guinée a balisé le terrain pour des partenariats sûrs et durables, à même de susciter l'espoir pour les programmes de

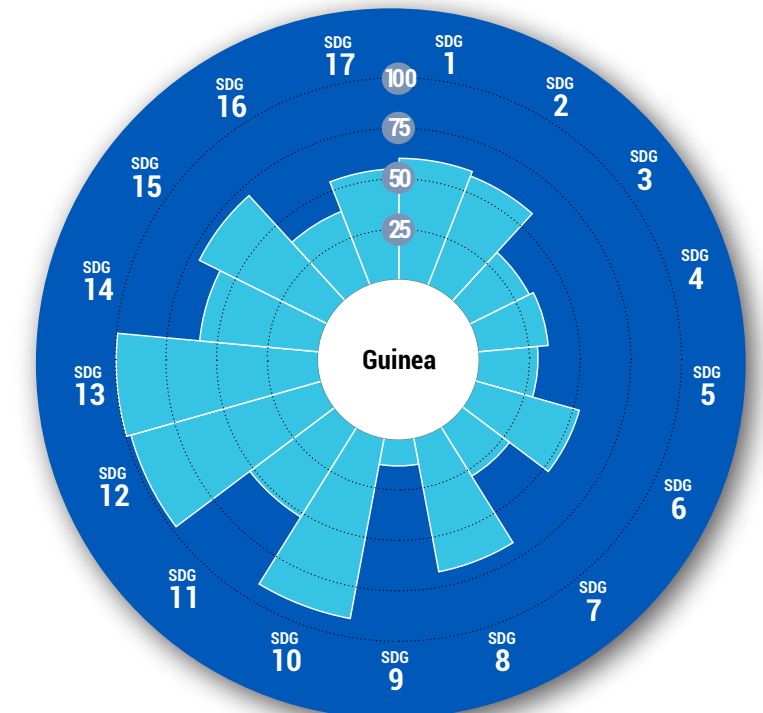


Illustration et Financement des 17 Objectifs de développement durable

2.4. RÉSULTATS DES NATIONS UNIES TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES

En 2023, l'Équipe Pays en Guinée, à travers le Groupe de Gestion des Opérations (OMT) et l'appui constant du Bureau du Coordonnateur Résident (RCO), a obtenu des résultats dont les plus importants sont déclinés comme suit :

Une maison Commune : L'achat et l'installation de panneaux solaires pour la maison commune permet de couvrir 36% des besoins énergétiques des bureaux, assurant une autonomie moyenne de 3h30 minutes ou de 24h en charge critique uniquement. Cela permet de réduire l'empreinte carbone du bureau de 63 tonnes de gaz à effets de serre par an et une économie d'échelle d'environ \$30 000 dollars par an, réalisée sur les factures d'électricité et de carburant du générateur. Ce résultat a un fort impact sur la réalisation de l'ODD 7.

Logistique : Les vols " UNHAS" continuent vers trois (3) destinations avec un engouement important des utilisateurs du Système des Nations Unies et des autres partenaires au développement, y compris l'État et les ONG locales et internationales. Cette disponibilité des vols de UNHAS a favorisé un total de 1 879 réservations, ce qui renforce les capacités d'interventions dans les zones éloignées.

Achats : La signature d'un nouvel accord de partenariat à long terme (LTA-Long Term Agreement) avec la compagnie pétrolière Total Energie à des prix préférentiels pour les achats en vrac, notamment pour la consommation des générateurs de bureaux permet de réaliser des économies d'échelles pour l'ensemble des agences du SNU.

De plus, l'UNICEF a signé un contrat avec Orange Finances Mobiles pour assurer le transfert de fonds vers les bénéficiaires de ses interventions.

Ressources Humaines : Les résultats de l'enquête salariale intermédiaire ont favorisé une augmentation substantielle des salaires du personnel détenteurs de contrats FTA.

Les séances de sensibilisations du personnel, de dépistages volontaires et le bulletin mensuel d'éducation à la santé pour le personnel contribue à améliorer le cadre de vie du personnel. Aussi, les salles de sports de l'UNICEF et de l'OMS sont mises à la disposition du personnel du SNU basé à Conakry pour le bien-être.

Concernant l'accès aux soins, trois nouvelles pharmacies ont signé des partenariats avec CIGNA et facilitent l'obtention des médicaments.

Aussi, la collecte de données sur les Hôtels a permis de réajuster les frais de missions (DSA) du personnel.

Dans la même dynamique, la séance de sensibilisation des membres du personnel des Nations Unies ainsi que plusieurs membres de l'association des personnes vivant avec handicap sur la politique d'inclusion personnes vivant avec handicap

et sur les procédures de recrutement de l'ONU contribuent à mettre en œuvre la stratégie d'inclusion.

COMMUNIQUER ENSEMBLE

Il convient de mettre en exergue le rôle fondamental du Groupe Communication des Nations Unies dont les interventions constituent une force motrice de changement, en appui à la mise en œuvre du PNUAD. En tant que pilier clé de la réforme des Nations Unies, les initiatives de la communication en 2023 ont porté sur le plaidoyer auprès des décideurs politiques et des partenaires pour mobiliser les ressources nécessaires au développement durable, le soutien au dialogue social, la sensibilisation du grand public aux ODD et à l'importance de leur mise en œuvre, incluant l'exploitation des innovations offertes par les technologies, le renforcement de la collaboration avec les médias, le secteur privé, la société civile et les communautés locales.

A travers les célébrations des journées internationales et les animations sociales en appui aux programmes, le Groupe Communication a aidé à mettre en lumière les interventions du SNU dans les domaines clés tels que la jeunesse, la résilience, la santé, la sécurité alimentaire, l'action climat, etc.

La production de bulletins d'information, l'animation des réseaux sociaux et des plateformes web ont permis de valoriser les résultats, renforcer la transparence et diffuser des données claires avec des contenus engageants en faveur aux ODD.



2.5 EVALUATION ET LECONS TIREES

En Guinée, l'Équipe Pays s'est approprié les recommandations issues de l'évaluation finale du PNUAD 2018-2023, qui a eu lieu en 2022, soit une année avant la période le démarrage du processus de planification du nouveau Cadre de Coopération.

En effet, l'année 2023 est une année exceptionnelle du PNUAD qui a fait l'objet d'une extension à cause du contexte de la transition politique en cours depuis le 5 septembre 2021.

Ainsi, au courant de l'année 2023, il ressort le SNU contribue de manière efficace et cohérente dans la lutte contre les épidémies et les catastrophes, en s'assurant que personne ne soit laissé pour compte. Également, la coordination et les approches conjointes deviennent des mécanismes partagés par l'équipe pays en appui aux secteurs de la santé, de l'éducation, y compris l'adoption de l'innovation pratique des technologies.

On note également le renforcement de la collaboration des partenaires à travers le développement de plans de contingence soutenus par le SNU et qui garantissent la fourniture et la continuité de services essentiels de qualité en période de crise.

L'équipe va poursuivre les efforts pour assurer une appropriation de la réforme par tous les acteurs et les partenaires, afin d'apporter plus d'efficacité aux interventions

→ Les Programmes conjoints des Nations Unies restent d'excellents cadres pour soutenir collectivement les efforts du gouvernement et appuyer la réalisation de l'agenda 2030 des ODD ;

→ Il est essentiel aussi d'harmoniser les activités de suivi et d'évaluation des programmes pour garantir l'élaboration de rapports à fort impact soutenus par une communication conjointe alignée aux priorités globales.

→ Il existe un potentiel de synergies accrues pour l'identification de zones d'interventions communes, ciblées selon des critères pertinents ;

→ Le Leadership et l'appropriation :
 • La présence active du SNU sur le terrain et le leadership fort de l'Équipe Pays, au plus haut niveau, favorise un sentiment d'appropriation plus fort, nourri par une meilleure coordination fondée sur la collégialité ;
 • La réflexion pour l'adoption d'une stratégie commune de financement et de mobilisation des ressources pour le SNU devrait être conduite par l'Équipe Pays.

La coordination autour des accélérateurs de résultats des ODD reste, pour la Guinée, un facteur essentiel pour l'amélioration de l'impact sur les bénéficiaires d'une part, mais aussi pour assurer le ciblage géographique conjoint des localités les plus vulnérables.

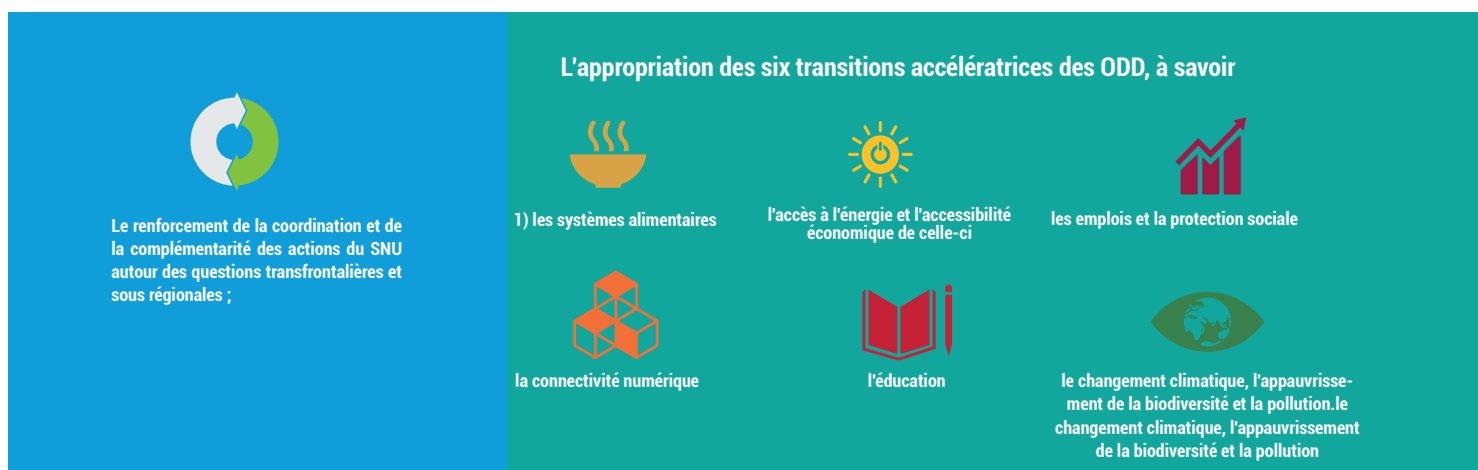
2.7 PRIORITES DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNEE A VENIR

En 2024, le Système des Nations Unies en Guinée (SNU) s'engage résolument à accompagner la Guinée dans sa transition politique en cours et son développement durable. Pour la première fois, le nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) 2024-2028 qui demarrera en janvier, et guidera les interventions de l'Équipe Pays. Ce cadre, issu d'une planification inclusive et ambitieuse, répond aux défis majeurs de la Guinée et s'articule autour des cinq piliers des Objectifs de Développement Durable (ODD)

Trois priorités majeures sont identifiées en faveur d'un avenir meilleur :



En plus, les larges consultations menées dans le cadre des préparatifs du sommet des ODD en 2023 consacrent davantage l'attention sur l'importance de prendre en compte les enjeux sociaux, économique et environnementaux



Pour maximiser son impact en 2024, le SNU s'engage à :

- Renforcer l'approche « Uni dans l'action » pour une meilleure cohérence et une plus grande efficacité des interventions ;
- Développer et mettre en œuvre des stratégies conjointes de mobilisation de ressources et de partenariats, de communication, de plaidoyer, de suivi et d'évaluation ;
- Tirer profit des services communs efficaces basés sur le BOS, y compris l'établissement de nouveaux accords à long terme, les formations conjointes et l'amélioration des conditions de travail pour tout le personnel.

En s'unissant et en agissant de manière stratégique, le SNU est résolu à accompagner la Guinée vers un avenir plus stable, prospère et inclusif.







LISTE DES ACRONYMES

| | | | |
|-------------------|--|---------------------|--|
| AGUIPE | Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi | ONUSIDA | Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida |
| AGR | Activités Génératrices de Revenus | OPA | Organisations Paysannes Agricoles |
| ANAFIC | Agence Nationale Financement des Collectivités territoriales | OSC | Organisations de la Société Civile |
| ANAG | Agence Nationale d'Aquaculture de Guinée | PAD | Plans d'Aménagement Détaillés |
| ANJE | Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant | PAI | Programme Annuels d'Investissement |
| ASC | Agents de Santé Communautaire | PAM | Programme Alimentaire Mondial |
| ASCAD | Agence de Service Civique d'Action de Développement | PDL | Plans de Développement Locaux |
| ALPC | Armes Légères et de Petits Calibres | PEA | Postes d'eau autonomes |
| ARV | Anti-Retro Viraux | PF | Planification Familiale |
| ATPC | Assainissement Total Piloté par les Communautés | PME | Petites et Moyennes Entreprises |
| BM | Banque Mondiale | PNUAD | Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement |
| BOS | Stratégie relative aux activités opérationnelles | PNDIG | Politique Nationale de Développement Industriel |
| BSD | Bureaux de Stratégies et de Développement | PNUE | Programme des Nations unies pour l'environnement |
| CAF | Centre d'Autonomisation des Femmes | PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| CCA | Analyse Commune de Pays | PPP | Partenariat Public et Privé |
| CCDD | Cadre de Coopération pour le Développement Durable | PRE | Plan de Relance Conjoncturelle |
| CEDEAO | Commission Économique des États de l'Afrique de l'Ouest | PRI | Programme de Référence Intérimaire |
| CEOMP | Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix | PTC | Plans de Travail Conjointes |
| CF | Cadre de Coopération entre la Guinée et les Nations Unies | PTF | Partenaires Techniques et Financiers |
| CNRD | Comité National du Rassemblement pour du Développement | PTME | Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant |
| CNT | Conseil National de Transition | PVH | Personnes Vivant avec un Handicap |
| COC | Chargé de l'Organisation des Collectivités | 5P | Peuple, Prospérité, Planète, Paix, Partenariats |
| COMEX | Comité Exécutif des Partenaires au Développement | RCO ou UNRCO | Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies |
| ComNat | Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères et petits calibres | RNA | Régénération Naturelle Assistée |
| EHA | Eau Hygiène Assainissement | RSE | Responsabilité Sociétale des Entreprises |
| FLN | Fondamentaux en littératie et numératie | RECO | Relais Communautaires |
| HIMO | Haute intensité de main-d'œuvre | SERACCO | Service Régional d'Appui aux coopératives et aux Collectivités |
| IA | Intelligence Artificielle | SNU | Système des Nations Unies |
| INRAP | Institut National de Recherche et d'Actions Pédagogiques | SONU | Soins Obstétricaux Natales d'Urgence |
| LTA | Long Term Agreement (Accord de partenariat à long terme) | SPD | Service Préfectoral de Développement |
| MAS | Malnutrition aigue sévère | SRAJ | Santé de la Reproduction de l'Adolescent et du Jeune |
| ME | Mariage d'Enfant | SRMNIA-N | Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile, et de |
| MINUSMA | Mission des Nations Unies au Mali | TB/VIH | Tuberculose et VIH |
| MRU | Union du Fleuve Mano | UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture |
| ODD | Objectifs de Développement Durable | UN Habitat | Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains |
| OIM | Organisation Internationale pour les Migrations | UNHAS | Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies |
| OIT | Organisation Internationale du Travail | UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'Enfance |
| OMS | Organisation Mondiale de la Santé | UN Info | Plateforme de planification, de suivi et de rapport en ligne des Nations Unies |
| ONG | Organisations Non Gouvernementales | UNOPS | Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets |
| ONU DC | Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime | UNOWAS | Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel |
| ONUDI | Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel | UNTFHS | Fonds d'affection spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine |
| ONU Femmes | *Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des Femmes* | UNV | Volontaires des Nations unies |
| | | VBG | Violences Basées sur le Genre |
| | | ZLECAF | Zone de libre-échange continentale africaine |



NATIONS UNIES GUINÉE



-  *Maison Commune des Nations Unies
Commune de Matam / Corniche Coléah Lansébounyi*
-  *BP 222 Conakry / République de Guinée*
-  <https://guinee.un.org>
-  *@OnuGuinee*
-  *@OnuGuinee*
-  *@OnuGuinee*

